

# Lutte de classe

Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière (R.Luxemburg)

A propos d'un article lu dans le numéro 60 d'*Informations ouvrières*.

Jean-Charles Marquiset et Patrice Sifflet, page 10 : (En 1995) « *Sur la base de ce postulat, 500 militants issus de la CGT et de la CGT-FO prendront l'initiative d'un regroupement fondé sur une réclamation des bases du syndicalisme français, celui se réclamant de la lutte de classe, avec comme dénominateur commun les principes énoncés par la Charte d'Amiens de 1906, et notamment la volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la « disparition du patronat et du salariat ».* »

Pourquoi ne pas avoir reproduit en entier le premier paragraphe très court de cette Charte ?

« *Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : « La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... » »*

Poursuivre la lutte « *jusqu'à la « disparition du patronat et du salariat »* » comme ils l'écrivent, ce n'est pas du tout la même chose que lutter au quotidien **pour** la « *disparition du patronat et du salariat* » en reliant le combat pour les revendications immédiates à la nécessité d'en finir avec le capitalisme ou en l'inscrivant clairement dans cette perspective. La CGT et la CGT-FO se réclamant toujours de la Charte d'Amiens si je ne me trompe pas, Thibault et Mailly pourraient très bien prétendre qu'ils luttent « *jusqu'à la « disparition du patronat et du salariat »* »... dans quelques siècles si tout va bien !

Si les mots ont un sens, il était précisé que l'on adhère à la CGT à condition d'être « *conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat* », ce qui signifiait qu'on était conscient de l'objectif final du combat de la classe ouvrière, qu'on était conscient de lutter pas seulement pour améliorer ses conditions de travail ou d'existence mais aussi pour l'émancipation de la classe de l'exploitation. Etre « *conscient* » était évidemment un grand mot, disons qu'on exprimait la volonté de vouloir en finir avec l'exploitation, c'était déjà pas mal, beaucoup mieux en tout cas que ce que nous avons à notre époque sous les yeux.

Si l'on sépare la lutte quotidienne pour l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière du combat pour en finir avec le capitalisme, on aboutit précisément à la situation actuelle, à l'embourgeoisement du prolétariat comme finalité de notre combat sans aucune autre perspective ou sa subordination au capitalisme.

De la manière où l'on nous présente les choses, la lutte pour les revendications s'inscrirait pour ainsi dire ou forcément dans la perspective de l'abolition du salariat, or ce n'est pas du tout le cas, c'est encore une vue de l'esprit ou une déformation de la réalité par ces militants. En 2009, cette perspective révolutionnaire est étrangère à 99% des syndiqués (je vous ai laissé une petite place camarades !), c'est de cette réalité qu'il faut partir, ce qui n'interdit pas bien sûr de se demander pourquoi et comment on en est arrivé là, bien que cette discussion soit tabou dans le mouvement ouvrier aujourd'hui, mais personne n'y échappera dans l'avenir, car dans le cas contraire, jamais nous ne pourrions nous en sortir et aller de l'avant.

Et cela s'explique très bien à partir du moment où le combat contre le capitalisme ne s'inscrit plus dans la perspective du socialisme, que la séparation est totale entre le parti révolutionnaire et le syndicat, la seule alternative possible au capitalisme, le combat contre le capitalisme se retrouve privé de toute orientation politique (sans théorie révolutionnaire, pas de révolution), il ne lui reste plus alors qu'à se fondre ou se situer dans le cadre du régime en place qui lui sert aussi de perspective.

A partir du moment où cette perspective a disparu, le combat contre le capitalisme tombe fatalement sous la coupe du réformisme, de l'amélioration progressive des conditions de la classe ouvrière qui devrait conduire petit à petit à la disparition du capitalisme, théorie réfutée par R. Luxemburg et V. Lénine, mais surtout par les faits.

Voici comment R. Luxemburg abordait cette question dans *Réforme sociale ou révolution ?* :

« Les structures capitalistes de la propriété et de l'État se développent dans une direction tout à fait opposée. De ce fait la lutte quotidienne concrète de la social-démocratie perd, en dernière analyse, tout rapport avec le socialisme. La lutte syndicale et la lutte politique sont importantes parce qu'elles agissent sur la conscience du prolétariat, qu'elles lui donnent une conscience socialiste, qu'elles l'organisent en tant que classe. (ce n'est plus vrai aujourd'hui – Lutte de classe) Leur attribuer un pouvoir direct de socialisation de l'économie capitaliste, c'est non seulement aller au-devant d'un échec en ce domaine, mais encore leur faire perdre tout autre signification : elles cessent alors d'être un moyen d'éduquer la classe ouvrière, de la préparer à la conquête du pouvoir. (On aboutit exactement au même résultat une fois réalisée la séparation totale entre parti et syndicat, d'une certaine manière la majorité de la classe ouvrière n'ayant pas de conscience politique on peut penser que pour elle, l'amélioration de ses conditions d'existence se réalisant sous régime capitaliste sans autre perspective, celui-ci réaliserait de fait l'objectif du socialisme dont la classe ouvrière ignore le contenu pour l'essentiel ne l'oublions pas. Dans ces conditions, il va de soi que le combat syndical et politique ne peut plus servir à éduquer les masses et les préparer aux combats décisifs – Lutte de classe) Aussi Edouard Bernstein et Conrad Schmidt font-ils un contre-sens complet lorsque pour se rassurer ils affirment que même si l'on réduit la lutte aux réformes sociales et au mouvement syndical on n'abandonne pas pour autant le but final du mouvement ouvrier : chaque pas fait en cette voie ne déborde-t-il pas ses propres buts et le but socialiste n'est-il pas présent dans tout le mouvement comme tendance qui l'anime ? (Théoriquement seulement au regard de ce qui a été dit plus haut – Lutte de classe) C'est tout à fait vrai, sans doute, de la tactique actuelle de la social-démocratie où la conscience du but - la conquête du pouvoir politique - et l'effort pour l'atteindre précèdent et orientent toute la lutte syndicale et le mouvement pour les réformes. (Ce qui n'est plus vrai depuis très longtemps et cela est d'une extrême importance pour comprendre la situation dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier – Lutte de classe) Mais si l'on sépare cette orientation préalable du mouvement et si l'on fait de la réforme sociale un objectif autonome, elle ne mènera certes pas à la réalisation du but final, au contraire. » (Nous y voilà, non seulement « la conscience du but » a totalement disparu du combat syndical en 2009, mais la « réforme » ou le combat pour la satisfaction des revendications est devenu un but en soi, le seul objectif que poursuivent les militants des syndicats et des partis ouvriers – Lutte de classe)

Vue sous cet angle, la Charte d'Amiens apparaît sous un jour nettement moins avantageux et le pire des compromis, en réalité, sous prétexte de vouloir réunir ou maintenir dans un même syndicat l'ensemble des travailleurs, l'indépendance des syndicats par rapport aux partis aura pour conséquence d'amputer le combat du mouvement ouvrier de son objectif final et des moyens nécessaires pour l'atteindre.

Pour reprendre la tournure employée par R. Luxemburg, au lieu de conserver l'unité du mouvement ouvrier constituée par ses deux branches autonomes syndicale et politique, afin de réaliser à tout prix l'unité la plus large, ils ont instauré une division arbitraire de la classe ouvrière et de son combat pour donner satisfaction aux différentes tendances qui s'affrontaient dans le syndicat et qui correspondait aux différentes tendances politiques qui s'affrontèrent lors de ce congrès, facilitant du même coup l'éclatement de l'unité syndicale qui devait se produire plus tard et se traduire par la création de plusieurs syndicats cette fois-ci totalement étrangers à l'objectif d'en finir avec le capitalisme, la CFTC (1919), puis plus tard FO (1947), etc.

L'indépendance du syndicat par rapport aux partis sous le masque trompeur de l'unité allait servir à camoufler l'influence de l'idéologie bourgeoise à l'intérieur du syndicat et empêcher toute discussion sérieuse sur cette question précise afin d'en rejeter les éléments étrangers à la classe ouvrière, ce qui facilitera plus tard l'emprise du stalinisme sur la CGT notamment. Cette notion d'indépendance érigée en principe allait permettre à tous les courants opposés au socialisme de s'exprimer dans le syndicat, d'avoir

ensuite une emprise de plus en plus marquée sur lui, pour finalement le gangrener et le détourner de l'objectif pour lequel il avait été fondé.

Il valait mieux réaliser l'unité des contraires à Amiens en 1906 plutôt que d'aboutir à une scission sur une base claire. Ce n'est pas un hasard si ce genre de compromis est intervenu à peine un an après l'unification des sept courants qui avaient constitué la SFIO. La SFIO et le syndicalisme connaîtront finalement plus ou moins le même sort.

Une fois le combat contre le capitalisme séparé du combat pour le socialisme, à l'arrivée il ne demeurera pratiquement plus rien de l'un comme de l'autre.

Tel que le concevaient R. Luxemburg et V. Lénine le combat pour le socialisme était complémentaire du combat pour l'abolition du salariat tout en conservant chacun sa spécificité. Mais ne ferait-on pas fuir tous les travailleurs qui ne sont pas encore gagnés au socialisme avec une telle conception du syndicat ? Pourquoi cela ? Ne faudrait-il pas commencer par se poser la question de savoir pourquoi le socialisme est si étranger à la classe ouvrière de nos jours ? Les adhérents du syndicat veulent-ils changer le monde oui ou non, car c'est bien ce que signifie l'abolition du salariat ? Personne n'obligera un travailleur à adhérer au socialisme contre son gré. Si ce n'est pas le parti (ou les partis) de la classe ouvrière qui a une influence sur le syndicat, la place ne restera jamais vide très longtemps, nous le savons très bien, la politique a horreur du vide c'est bien connu, preuve encore que l'apolitisme sur lequel s'appuie cette soi-disant indépendance n'est qu'un leurre, une hypocrisie ou une tromperie.

On leur préfère des syndicats qui de fait ne combattent pas dans cette perspective, d'où leur intégration progressive dans les institutions de l'Etat et leur subordination totale au capitalisme.

Quand on sait l'influence qu'exercent le PS et le PCF notamment sur les syndicats, quelle hypocrisie ou mensonge de prétendre ensuite qu'ils seraient indépendants des partis. En réalité, tous les partis exercent une influence plus ou moins importante sur les syndicats, lorsqu'ils ne les ont pas créés eux-mêmes (Fidl pour le PS par exemple).

Du coup, je me demande si le discours sur l'indépendance des syndicats ne conduit pas à maintenir à distance partis et syndicats, afin d'empêcher qu'ils ne combattent ensemble dans la même direction, le combat contre le capitalisme sans perspective ne mène nulle part, tandis qu'il est impossible de combattre pour le socialisme si l'on n'a pas commencé au stade élémentaire par prendre conscience de la nécessité de mener le combat sur le plan économique contre le capitalisme. Si vous avez lu attentivement ce qui précède ce paragraphe, vous aurez relevé une contradiction avec les propos tenus par R. Luxemburg qui parlait du socialisme pour arriver au syndicalisme, cela s'explique par le fait qu'en Allemagne le parti social-démocrate s'est développé avant les syndicats. Ce n'est pas tout.

Si la classe ouvrière confrontée à des conditions de travail effroyables et à l'exploitation effrénée se pose forcément à un moment donné la question de savoir comment elle pourrait résister aux patrons et conquérir des droits dans l'entreprise, il n'en demeure pas moins qu'elle sait pertinemment que son sort globalement se décide ailleurs, en haut lieu, au niveau de l'Etat et des institutions, des partis qui y participent, elle est donc naturellement conduite à s'intéresser aux questions politiques et aux réponses qu'y apportent les différents partis, d'où par exemple son combat pour le suffrage universel qui fut révolutionnaire à une autre époque. Elle est donc sensibilisée dès le début par les questions économiques et politiques dont dépend son sort. Et si elle a commencé par s'organiser sur le plan politique avant de se regrouper dans un syndicat, c'était certes dû au développement spécifique de la lutte des classes dans certains pays, mais en même temps cela démontre que le combat politique a toujours dominé le combat économique parce qu'il l'intégrait. Le principe de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis aura pour conséquence tragique la désintégration de l'unité organique qui existait entre le combat politique et économique.

Quand on ne maîtrise pas suffisamment la théorie, on peut se méprendre sur son contenu, de plus il n'est pas figé et doit évoluer au regard du développement de la lutte des classes.

Par exemple, quand on dit que le premier stade de la prise de conscience de l'ouvrier se réalise dans l'entreprise où il est confronté à la dure réalité des rapports sociaux d'exploitation, cela ne signifie pas forcément qu'il peut ou qu'il va adhérer à un syndicat, tout dépendra si un syndicat existe, quels positions il défend, etc. Par ailleurs, quotidiennement il sera confronté à des difficultés d'ordre social, par exemple pour se faire soigner, pour trouver un logement décent, pour scolariser ses enfants, etc., autant de questions qui ne peuvent trouver une issue que sur le plan politique et il le sait parfaitement. Donc sans qu'il soit forcément parvenu à la conclusion qu'il devait mener la lutte sur le plan économique dans l'entreprise qui l'emploie, il est contraint par la multiplication des problèmes sociaux qui l'accablent de se pencher sur des questions qui relèvent des partis politiques et des institutions.

On pourrait encore préciser un point important.

Autrefois l'Etat n'intervenait pas dans la vie quotidienne des ouvriers sur le plan économique, il n'existait pas toutes les allocations que nous connaissons aujourd'hui et qui concernent la majorité du prolétariat et même au delà, plus tard son rôle se limitera à fixer la durée journalière de travail... A notre époque, l'Etat intervient donc aussi bien sur le plan économique que social ou politique, la vie quotidienne de millions de familles ouvrières, leur survie devrait-on dire, dépend directement des allocations que leur verse l'Etat, ce qui n'est pas sans conséquence sur la perception que peut avoir la classe ouvrière sur le rôle de l'entreprise et de l'Etat, sur le rôle du syndicalisme et du combat politique. Du fait que leur sort quotidien sur le plan économique dépend en grande partie de l'Etat, devrait la conduire logiquement à privilégier le combat politique, ce que j'avais expliqué ailleurs en partant du constat que la classe ouvrière était moins concentrée qu'autrefois et davantage atomisée dans des petites entreprises où le syndicalisme était pratiquement impossible, sauf à vouloir se faire virer.

Quand je dis que la classe ouvrière dépend en grande partie de l'Etat sur le plan économique, c'est parce que sans le complément de revenu qu'il lui verse, elle ne pourrait tout simplement plus survivre et serait réduite à l'état d'indigence permanente, le rôle de l'Etat est ici de toute première importance. On pourrait presque dire que le salaire sert à régler toutes les factures, et que le complément de l'Etat sert à manger et se vêtir, et s'il reste encore quelques sous à se cultiver, se distraire pour se soustraire un moment de cette vie monotone et insupportable ou encore payer des vacances à ses gosses.

Donc, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que tout est fait finalement pour que la classe ouvrière concentre son combat contre l'Etat et les institutions. Et que constatons-nous ? Que tous les partis ouvriers refusent obstinément de livrer ce combat qu'ils jugent inopportun, car ne correspondant pas à la réalité. Non camarades, ce n'est pas pour me donner un genre ou pour me démarquer de je ne sais qui, que je concentre mon combat contre la Constitution et les institutions de la Ve République, c'est uniquement parce qu'il est le seul combat qui permet de réaliser l'unité de la classe sur le plan économique, social et politique en partant de la réalité telle que je viens de la décrire et non d'une théorie que chacun peut interpréter à sa manière. Si vous vous demandez pourquoi les partis ouvriers ne partagent pas mon point de vue, c'est tout simplement parce que nous ne faisons pas la même analyse de la situation, je l'ai dit une multitude de fois, on en a ici la preuve.

Le combat de la classe ouvrière est donc porté à se situer directement sur le terrain politique, voilà ce qu'il faut retenir d'essentiel.

Il faut peut-être préciser sur quel terrain se déroule le combat syndical et ses limites par rapport à celui du parti.

Le parti peut s'emparer de toutes les questions économiques, sociales ou politiques, tandis que le syndicat se limitera aux questions économiques. Par exemple, si tous les deux peuvent combattre (ensemble) contre les licenciements ou pour des augmentations de salaire, le syndicat ne combattra pas pour le droit à la santé pour tous, pour liquider le gouvernement ou les institutions puisque son terrain d'action est l'entreprise, l'école ou l'université. Mais rien ne devrait empêcher les syndicats d'appeler à manifester avec les partis

ouvriers pour l'interdiction des licenciements devant l'Assemblée nationale ou pour l'abrogation de toutes les lois portant atteintes au droit à la santé par exemple.

J'avais terminé cet article rédigé sur plusieurs jours à différents moments de la journée, lorsqu'il m'est venu quelques réflexions supplémentaires.

En dernière analyse, l'indépendance du syndicat par rapport aux partis n'est rien d'autre que l'expression et le témoignage de l'existence de l'idéologie bourgeoise à l'intérieur du syndicat notamment représentée par les anarchistes.

Qu'une fraction des anarcho-syndicalistes trouve sa place dans le syndicat Force ouvrière qui a été créé à la fois sur des bases anticommunistes sur le plan politique et sur des bases antisocialistes sur le plan économiques tout en se réclamant de la Charte d'Amiens, en dit davantage que de longs discours sur le contenu contre-révolutionnaire de cette Charte malgré les qualités qu'elle renferme. Lorsque Alexandre Hébert avait expliqué dans une interview, que le but de son combat n'était pas de porter la classe ouvrière au pouvoir car cela aboutirait forcément au stalinisme, il avait tout dit, il valait mieux encore que la bourgeoisie le conserve indéfiniment et que le capitalisme soit éternel.

Séparer le combat économique du combat politique, séparer le combat contre le patronat du combat contre le gouvernement, cela va de paire pour les opportunistes. Vous en voulez une preuve supplémentaire, l'actualité se charge de nous en donner régulièrement.

Lorsque des patrons ont annoncé leur décision de fermer des usines, qu'est-ce qui s'est passé ? La lutte engagée par les salariés pour obtenir le retrait de ces décisions était vouée à l'échec dès le premier jour en l'absence de la perspective de l'expropriation sans indemnités des patrons, mot d'ordre qu'aucun parti n'avancera à l'exception récemment du NPA (Molx). Les négociations s'enlisant et prenant une tournure violente entre les deux partis, les syndicats ont accepté que l'Etat s'emmêle pour finalement aboutir au même résultat : usine fermée, ouvriers virés ! Si le mouvement ouvrier était résolument engagé dans le combat contre l'Etat et le gouvernement, vous pensez qu'il se serait adressé à son bourreau pour lui sauver la mise ? Un peu de sérieux quand même !

Paradoxalement et c'est toute la difficulté de la situation que les uns et les autres ont contribué à créer et qui échappe à la majorité des travailleurs, la solution à leurs problèmes est bien d'ordre politique, ils ne peuvent être résolus qu'en liquidant les institutions de la Ve République qui consacrent la domination de la classe des exploités sur celle des exploités, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire...

Poser la question de l'expropriation des patrons et actionnaires, posait directement la question des moyens indispensables à mettre en œuvre pour y parvenir (en terme d'organisation) sachant très bien que ce ne serait pas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qui prendrait cette mesure, la question qui était posée était celle du gouvernement qui en serait capable en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat.

Bref, une fois qu'on avait posé la question de l'expropriation des patrons sans leur verser un centime, on en arrivait forcément à poser la question déterminante du pouvoir politique dans ce pays, question qu'évidemment aucun parti n'a voulu posée, cette fois sans exception en abandonnant la classe ouvrière à son triste sort. Après ils peuvent leur proposer n'importe quoi, le mal est fait.

Le capitalisme arrivé au stade de pourrissement que nous connaissons tous très bien, le syndicalisme n'a aucun avenir dans ce pays s'il ne se réapproprie pas la nécessité de mener le combat dans la perspective de l'abolition du capitalisme, si chaque combat n'est pas relié d'une manière ou d'une autre à cet objectif, ce qui doit commencer par la rupture immédiate et inconditionnelle des relations des syndicats avec le patronat, le gouvernement et les institutions. Peut-on de nos jours se prétendre anticapitaliste et être sur une autre ligne ? Je vous pose la question.

